

## PRÉFACE. MODÈLES ET CONTRE-MODÈLES BRITANNIQUES

*par Pascal Sanz*

**Les bibliothèques britanniques, qui nous servaient de modèle dans les années 1970, sont entrées dans la tourmente dans la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle**

Pour un bibliothécaire français de ma génération, les bibliothèques publiques britanniques dans les années 1970-1980 constituaient l'un des modèles dont on rêvait alors de s'approcher. Surfaces, services, organisation, fréquentation, statistiques d'utilisation des collections, innovations : tout en elles faisait figure d'exemple. Il n'y avait guère qu'en matière d'architecture et de ce que nous appelions, à l'époque, l'animation, que nous jugions les bibliothèques françaises meilleures que leurs homologues britanniques.

Et puis, il y eut, de façon concomitante, et en quelque sorte croisée, d'une part, en France, à partir du changement politique de 1981, le puissant mouvement de construction et de modernisation des bibliothèques publiques, fruit d'un effort conjoint de l'État et des collectivités territoriales et, d'autre part, au Royaume-Uni, les premiers effets sur les conseils locaux et, par voie de conséquence, sur leurs bibliothèques, de la politique des gouvernements Thatcher, au pouvoir depuis 1979, se traduisant, certes, par un redressement de l'économie du pays, mais au prix, entre autres, d'une dégradation des infrastructures et d'un délabrement des services publics.

Toutefois, les bibliothèques publiques britanniques restaient à certains égards, dans les années 1990 et au début des années 2000, une référence s'agissant, par exemple, de l'efficacité de leurs réseaux locaux, ou du savoir-faire et de la réactivité de leurs professionnels pour répondre aux besoins des communautés (nous préférons, en France, le terme de populations) qu'elles desservaient.

Et vint la crise financière de 2008, suivie, au Royaume-Uni en 2010, par l'accession au pouvoir de la coalition conservatrice et néolibérale dirigée par David Cameron, Premier ministre. Se fondant sur le concept de « Big Society », lui-même fortement inspiré des postulats du conservatisme compassionnel (*compassionate conservatism*), encore dénommé « conservatisme à visage humain », qui avait été à l'œuvre aux États-Unis sous la présidence de George W. Bush, le gouvernement prôna et mit en application une forte réduction des dépenses publiques, tant au niveau de l'État qu'à celui des autorités locales, qui frappa, parmi d'autres services publics, les bibliothèques publiques. Sur

fond de doute sur l'efficacité et même de remise en cause de l'utilité des bibliothèques au XXI<sup>e</sup> siècle, cette politique se traduit par des réductions sévères des budgets de fonctionnement, des fermetures de bibliothèques par centaines, des suppressions d'emplois par milliers, le recours massif au bénévolat pour compenser cette hémorragie de personnels, mais aussi pour donner corps à cette pétition de principe selon laquelle les bibliothèques publiques, gérées par des bénévoles, seraient mieux à même d'entendre et de répondre aux besoins de la population. Ces mesures plongèrent les bibliothèques britanniques dans une grave récession, dont elles ne sont pas encore sorties, malgré leurs efforts d'adaptation et de vigoureuses campagnes de plaidoyer.

## Un paysage recomposé autour de nouveaux équilibres et de nouveaux acteurs

Le livre *Bibliothèques publiques britanniques contemporaines : autopsie des années de crise* expose, au long d'un parcours mêlant articles de journaux, extraits de pages de sites web et de blogs, témoignages et interviews d'acteurs du plaidoyer pour les bibliothèques, la genèse idéologique et politique de ce processus destructeur, ses effets quantitatifs, les débats, les prises de position et actions qu'il a suscité de 2011 à 2016. Tous ces documents sont reliés entre eux par plusieurs analyses de fond. De nombreux hyperliens et la bibliographie générale permettent, notamment, d'accéder à d'autres documents en ligne complétant ceux sélectionnés pour le corps de l'ouvrage.

Les sources ainsi examinées s'arrêtent donc en 2016. Où en sont les bibliothèques britanniques à l'heure où nous rédigeons cette préface, en janvier 2020 ?

Il n'est qu'à se reporter au blog de Ian Anstice, *Public Libraries News*<sup>1</sup>, excellente source pour se tenir informé de l'actualité des bibliothèques outre-Manche, pour constater que si, ici et là, certains conseils locaux décident d'investir des montants appréciables dans l'amélioration de leur réseau de bibliothèques et si des initiatives de plaidoyer pour les bibliothèques continuent de se déployer, la nette victoire du parti conservateur aux élections législatives de décembre 2019 ne laisse pas augurer un changement de positionnement du gouvernement à l'égard des bibliothèques, ni un renversement de tendance dans les arbitrages budgétaires des conseils locaux. Le mouvement de transfert de la gestion de bibliothèques publiques à des associations de bénévoles continue et s'est même amplifié au cours de l'année 2018-2019. Et nombre de ces *community managed libraries* (CML) se trouvent elles-mêmes

---

1. < <https://www.publiclibrariesnews.com> >

actuellement en mauvaise posture parce qu'une partie des bénévoles de la première vague, qui s'étaient lancés avec enthousiasme dans la gestion de leur bibliothèque locale pour sauver celle-ci de la fermeture, fatigués ou désabusés, aujourd'hui se désengagent.

La seule véritable bonne nouvelle est que la réaction de certaines bibliothèques publiques pour reconquérir une large part de leur public perdu, en supprimant les pénalités de retard de restitution des documents empruntés, semble bien porter ses fruits : il se confirme, comme cela est observé simultanément aux États-Unis, que, suite à une telle mesure, les usagers concernés, notamment les moins fortunés, rendent massivement leurs documents et recommencent à fréquenter la bibliothèque. Voilà sans doute une piste à suivre.

Justement, quelles questions la situation subie par les bibliothèques britanniques et contre laquelle elles tentent de réagir soulève-t-elle quant à l'évolution actuelle des bibliothèques françaises ? Dans quelle mesure les enseignements de ce qui se passe outre-Manche peuvent-ils venir nourrir les réflexions et débats professionnels et politiques déjà engagés dans notre pays sur le rôle des bibliothèques ?

Au-delà des éclairages sur la situation française, quel écho international la douloureuse expérience vécue par les bibliothèques britanniques en cette dernière décennie a-t-elle eu sur le plaidoyer planétaire en faveur des bibliothèques déployé ces dernières années et, peut-être, plus largement encore, sur la bibliothéconomie internationale ?

## Quels échos de la crise britannique en France ?

En France, tout d'abord. Ces dernières années, nous avons, certes, connu coupes budgétaires et compressions d'effectif dans nombre de bibliothèques, mais rien de comparable aux fermetures d'équipements par centaines et aux suppressions de postes par milliers dont ont eu à souffrir les bibliothèques du Royaume-Uni. Cependant, souvenons-nous...

En 2015, une ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique se laissait aller à déclarer à un grand journal : « Il y a beaucoup d'émissions de télévision sur les gabegies locales [...] Les médiathèques sont-elles un équipement toujours d'actualité au XXI<sup>e</sup> siècle ? On peut se poser la question. »<sup>2</sup> Voulant expliquer que, face aux contraintes budgétaires – l'État venait de réduire de quelque 30 % la dotation globale de décentralisation (DGD) des communes –, celles-ci devaient opérer des choix dans leurs dépenses, elle remettait tout simplement en question l'existence des bibliothèques. Sous la

---

2. Marylise Lebranchu, interviewée dans *Les Échos*, 18 septembre 2015.

pression des réactions d'élus et, surtout, des associations de bibliothécaires, elle dut démentir quelques jours plus tard, dans un communiqué commun avec la ministre de la Culture et réaffirmer « un attachement partagé aux bibliothèques, premier réseau culturel dans les territoires »<sup>3</sup>. Mais sa pensée initiale traduisait fort explicitement l'idée non rare dans la sphère politique et médiatique que les bibliothèques, à l'heure du développement des technologies de l'information, étaient devenues obsolètes.

Sans attendre cette insidieuse attaque, les associations professionnelles de bibliothécaires s'étaient soucies du risque de transposition de la situation britannique dans notre pays. Rappelons, par exemple, quelques jalons de l'action de sensibilisation d'une des principales d'entre elles, l'Association des bibliothécaires de France (ABF). Dès son congrès annuel de 2013, à Lyon, celle consacrait l'une de ses sessions au sujet « Comment les bibliothèques européennes font-elles face à la crise ? », au cours de laquelle, au côté de responsables de bibliothèques de différents autres pays, le collègue anglais Ian Anstice captivait l'assistance en décrivant à la fois l'ampleur des réductions de moyens dans les bibliothèques britanniques et la variété des solutions que celles-ci tentaient de leur opposer<sup>4</sup>.

Les écrits ne manquèrent pas, ensuite, pour, d'une part, souligner la nécessité que les bibliothèques françaises redoublent d'effort afin de démontrer par l'action leur utilité sociale et, d'autre part, que des actions de plaidoyer relayant ces initiatives de terrain soient menées.

L'ABF, quant à elle, créa, en 2016, une commission spécifique, qu'on crût bon de dénommer « Advocacy » et publia à la fin de la même année, dans sa revue *Bibliothèque(s)*, un dossier de 48 pages du même nom<sup>5</sup>.

Deux ans plus tard, lors de son congrès de 2018 à La Rochelle, l'ABF soulevait à nouveau la lancinante question « À quoi servent les bibliothèques ? » et se proposait de lui apporter un éventail très diversifié de réponses témoignant de la pertinence et de l'utilité, parfois insoupçonnée par les décideurs, des équipements de lecture publique<sup>6</sup>.

---

3. Communiqué commun de Marylise Lebranchu et Fleur Pellerin, 28 septembre 2015. [En ligne] < <https://www.culture.gouv.fr/Presse/Archives-Presses/Archives-Communiqués-de-presses-2012-2018/Annee-2015/Marylise-Lebranchu-ministre-de-la-Decentralisation-et-de-la-Fonction-publique-et-Fleur-Pellerin-ministre-de-la-Culture-et-de-la-Communication-so> >.

4. ABF, Congrès annuel, « La Bibliothèque, fabrique du citoyen », Lyon, 6-8 juin 2013. [En ligne] < <https://www.abf.asso.fr/2/47/352/ABF/congres-2013-la-bibliotheque-fabrique-du-citoyen> >.

5. In *Bibliothèque(s)*, n° 87, décembre 2016, p.5-53. [En ligne] < [https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/index-des-revues?id\\_numero=68002&type\\_numero=PDF](https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/index-des-revues?id_numero=68002&type_numero=PDF) >.

6. ABF, Congrès annuel, « À quoi servent les bibliothèques ? », La Rochelle, 7-9 juin 2018. [En ligne] < <https://www.abf.asso.fr/2/179/747/ABF/64e-congres-7-9-juin-2018-la-rochelle> >.

## Internationalisation du plaidoyer

Au-delà de l'écho que la situation vécue par les bibliothèques britanniques a pu avoir dans le contexte français, il est intéressant de porter un regard sur ce qu'on pourrait appeler l'internationalisation du plaidoyer pour affirmer le rôle des bibliothèques au service de la société.

Les campagnes de plaidoyer britanniques, tant locales que nationales, ont, certes, beaucoup recouru aux méthodes employées avec un certain succès et préconisées par l'American Library Association (ALA): l'exploitation des mesures d'impact, la mise en récit d'expériences réussies (*storytelling*), la mise à disposition de boîtes à outils pour pratiquer diverses formes de plaidoyer<sup>7</sup>, la promotion de concepts nouveaux ou renouvelés, tels que, parmi d'autres, la bibliothèque centrée sur la population (*community-centered library*)<sup>8</sup>.

Mais on peut dire aussi que l'expérience récente des bibliothèques britanniques a contribué à une prise de conscience internationale des aléas auxquels sont soumises les bibliothèques, même les plus solides et les plus performantes.

Ainsi, la toute récente mise à jour du Rapport de tendance (*Trend Report*) de l'International Federation of Library Associations and Institutions (IFLA), publiée en décembre 2019<sup>9</sup>, affirme, en page de couverture: «Nos sociétés font face à une incertitude et à une complexité sans précédents. Pour y répondre, l'information et les bibliothèques qui donnent accès à celle-ci sont plus vitales que jamais.» La première «tendance» identifiée dans ce texte de 15 pages est la suivante: «Nous ne pouvons plus compter sur le soutien des gouvernements: le plaidoyer est la réponse.» Nous résumons ici le propos: les gouvernements, les collectivités locales ou les universités doivent eux-mêmes évoluer sous des contraintes et des risques financiers qui les amènent à pratiquer des coupes budgétaires affectant jusques et y compris des services considérés comme indispensables, tels les services de santé ou d'éducation. Dans ce contexte, les bibliothèques ne sont pas épargnées. Elles ont donc, plus que par le passé, à justifier qu'elles ne sont pas seulement des *nice-to-have* – «c'est pas mal d'en avoir» –, mais des *need-to-have* – «elles nous sont indispensables».

7. Voir les parties du site de l'ALA regroupées sous le titre *ALA Advocacy Library*: < <http://www.ala.org/advocacy/advocacy-library> >.

8. Voir, par exemple, ce blog du bureau des programmes de l'ALA: < <http://programminglibrarian.org/blog/reflections-year-2-skills-community-centered-libraries> >.

9. *IFLA Trend Report 2019 Update*. [En ligne] < <https://trends.ifla.org/update-2019> >.

Dans sa conclusion, cette édition du *Trend Report* annonce que la prochaine, dans un an, fournira une gamme entièrement nouvelle de perspectives proposées par des experts du monde entier. C'est à souhaiter, effectivement, car si l'on peut se réjouir que l'IFLA ait récemment refondé sa stratégie globale, qui, en termes de plaidoyer, a vocation à inspirer les actions de mise en valeur du rôle réel et potentiel des bibliothèques dans le monde entier, il faut bien reconnaître que cette «advocacy», outre qu'elle nous semble fortement marquée par la bibliothéconomie et les techniques de communication anglo-saxonnes, est plus particulièrement adaptée aux pays à indice de développement humain élevé et dotés d'un réseau de bibliothèques relativement solide. Elle l'est beaucoup moins à celles des pays, en général affectés d'un lourd manque de moyens économiques et financiers, où le tissu des bibliothèques est très clairsemé, voire inexistant.

L'IFLA en est, d'ailleurs, plus ou moins consciente, qui par exemple, depuis deux ans, participe à l'Offline Internet Consortium (OLI)<sup>10</sup>. Celui-ci cherche à mettre l'accent sur des démarches durables pour permettre l'accès à l'information à des populations non desservies pour différentes raisons, telles que des localités isolées, des pays économiquement et socialement désavantagés, des situations post-catastrophe ou post-conflit. En août 2020, pendant le congrès de l'IFLA (IFLA WLIC) de Dublin, ce consortium, conjointement avec l'équipe de plaidoyer de l'IFLA, organisera une session appelant l'attention non seulement sur les techniques utilisables dans ces types de situation, mais aussi sur les stratégies de plaidoyers pouvant être déployées dans de tels contextes.

C'est probablement aussi ce que cherchera à faire, sous une autre forme, une association comme l'Association internationale francophone des bibliothécaires et documentalistes (AIFBD), qui a choisi pour thème de son prochain congrès au mois d'août 2020 à Bruxelles : «L'accès à l'information au cœur du développement socioéconomique : plaidoyer pour les bibliothèques et les centres de documentation». Parviendra-t-elle à donner à entendre des expériences et des discours originaux sortant du plaquage de méthodes de plaidoyer employées dans les pays dits développés de l'hémisphère nord sur les réalités pourtant bien différentes des pays d'Afrique de l'Ouest ou du Nord ou encore d'Asie du Sud-Est ? C'est tout ce qu'on lui souhaite.

C'est le défi de la construction d'un plaidoyer pour le rôle des bibliothèques qui, dans sa pluralité, deviendrait vraiment international. C'est tout l'enjeu de l'émergence d'une bibliothéconomie mondiale orientée vers les populations desservies dans la diversité de leurs situations, de leurs cultures et de leurs langues.

---

10. < <https://www.offline-internet.org> >